



Déclaration préalable des syndicats de la Fédération Syndicale Unitaire (FSU90)

CDEN du 10 février 2022

Il y a moins d'un mois, suite à un mouvement de grève d'une ampleur exceptionnelle, nous avons pu, lors d'une audience, exprimer toute notre inquiétude. Une inquiétude immédiate liée à la gestion de la crise sanitaire, une inquiétude latente-sur le manque de moyens que nous dénonçons depuis plusieurs années et qui ne nous permet pas de faire face à la difficulté scolaire croissante. Avons-nous été entendu.e.s ? On nous a maintes fois confirmé lors de cette audience que nous l'avions étéMais la réponse apportée quelques jours après, montre qu'il n'en est rien !

Déjà fragilisée avant la crise sanitaire par le manque de moyens, **l'école ne peut plus assurer sa mission de réussite de tous les élèves malgré l'investissement sans faille des enseignant.e.s :**

- manque criant de remplacement et d'enseignant.e-s titulaires de concours (premier et second degré)
- dissolution des « réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté » (Rased)
- suppression des plus de « maîtres que de classes »
- manque de postes dans le domaine de l'adaptation scolaire et de la scolarisation des élèves en situation de handicap (ASH)
- classes par endroits encore surchargées dans le premier degré
- collégien-ne-s en plus grandes difficultés sociales entassés dans des classes, sans moyens pour les accompagner
- formation des élèves des lycées GT désorganisée par la triple réforme « Parcoursup – spécialités – baccalauréat / contrôle continu »
- voie professionnelle affaiblie par la baisse des heures / élèves et la diminution des enseignements disciplinaires.

Les pouvoirs publics doivent-maintenant engager un plan d'urgence pour l'école afin d'assurer notre mission de service public d'éducation auprès de nos futur.e-s citoyen-ne-s.

Nos élèves, nos jeunes, sont indéniablement sacrifiés. La communauté éducative dans son ensemble doit être en capacité d'actionner les leviers indispensables à leur réussite personnelle pour permettre à terme, la construction d'une société plus durable.

Comment les élèves de Fêche l'église vont-ils pouvoir apprendre dans 2 classes de 25 de quatre niveaux chacune ? Comment les élèves de nombreuses classes vont-ils pouvoir rattraper les apprentissages de tous ces jours d'école non remplacés ? Les élèves d'ULIS de l'école Saint-Exupéry de Belfort vont ils-elles être correctement inclu.e-s dans classes à 22 voire plus alors que cette école se situe dans un des quartiers les plus défavorisés du Territoire de Belfort ? Comment prétendre former les enseignants sans pouvoir les remplacer ? Quel est l'intérêt réel de la plupart des fusions à part l'économie d'un poste de direction ? Pourquoi supprimer des classes dans les collèges où tous les indices de difficulté sociale sont alarmants (3 classes à Chateaudun, 3 classes à Beaucourt, 2 classes à Delle) ? Comment accepter une classe de 4ème à Rimbaud à 30 élèves, alors que l'indice de position sociale de ce collège est désormais inférieur à la moyenne nationale ? Comment inclure les élèves de 6ème, pré-orientés SEGPA, avec les mêmes moyens horaires qu'une classe de 6ème ordinaire ?

Sortons de cette logique comptable purement démographique qui cherche à faire des économies sur un investissement fondamental, socle de notre société : l'éducation de sa jeunesse.